

Les entreprises vaudoises et l'Accord institutionnel Suisse-UE

Conférence de presse du jeudi 21 février 2019

Christophe Reymond, Directeur général du Centre Patronal





La démarche

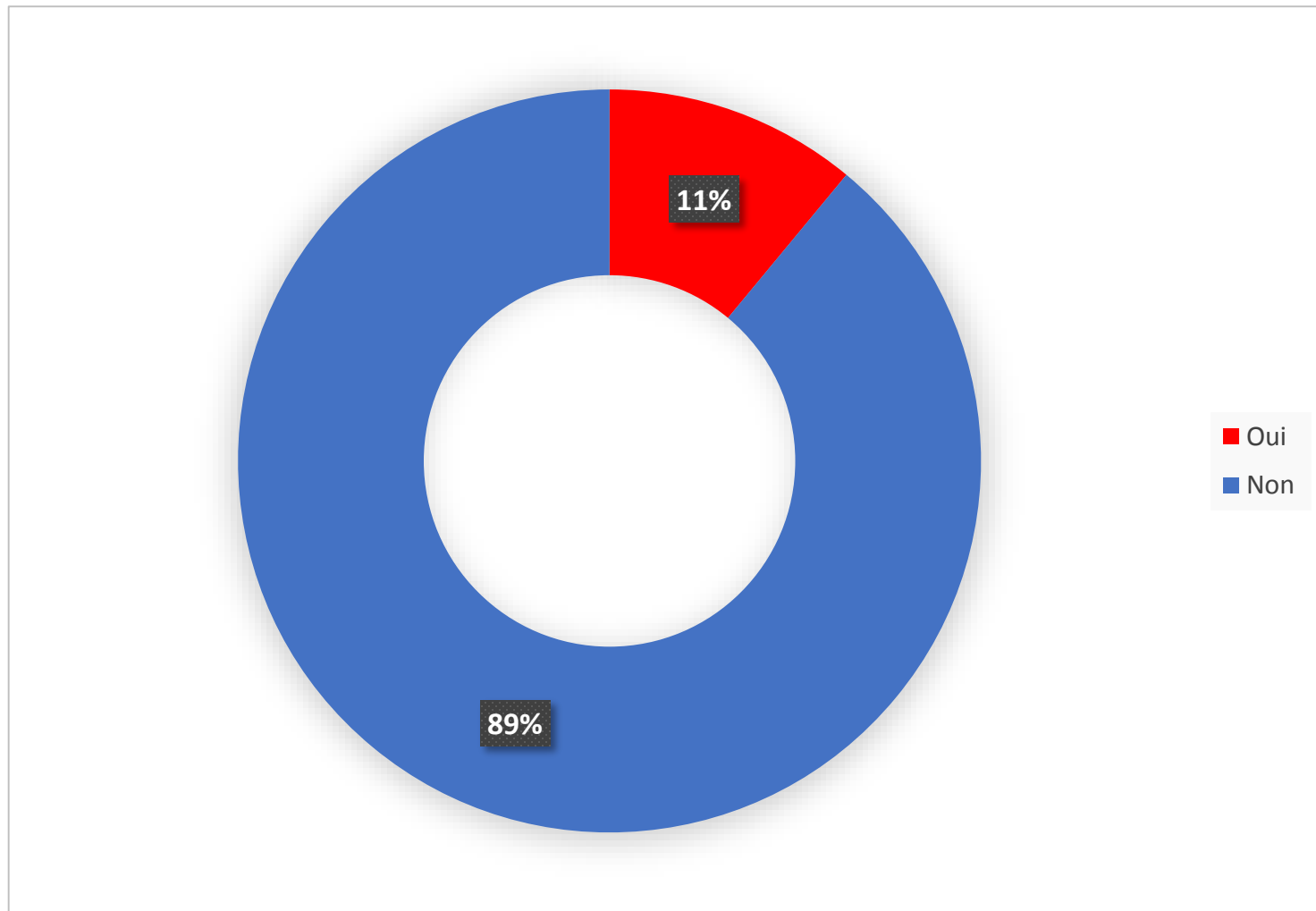
- Assurance de répercuter une position partagée
- Volonté de présenter clairement les enjeux
- Faculté de répondre de manière simple



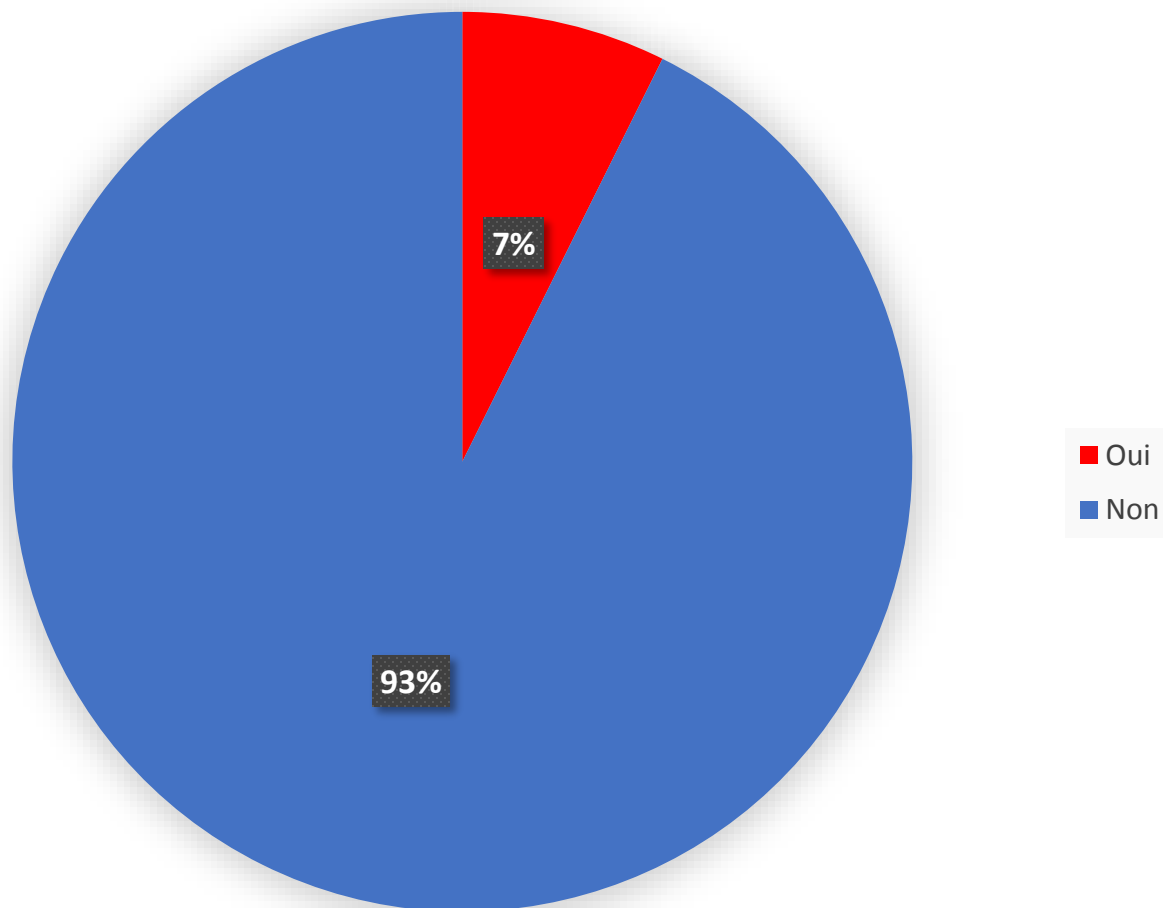
La méthode

- Envoi d'une information concise et d'un questionnaire le 10 janvier 2019
- Délai de réponse (prolongé) au 18 février 2019
- 870 entreprises et associations consultées
- 110 réponses, dont :
 - 20 associations représentant des milliers d'entreprises
 - 90 sociétés importantes en provenance de tous les secteurs

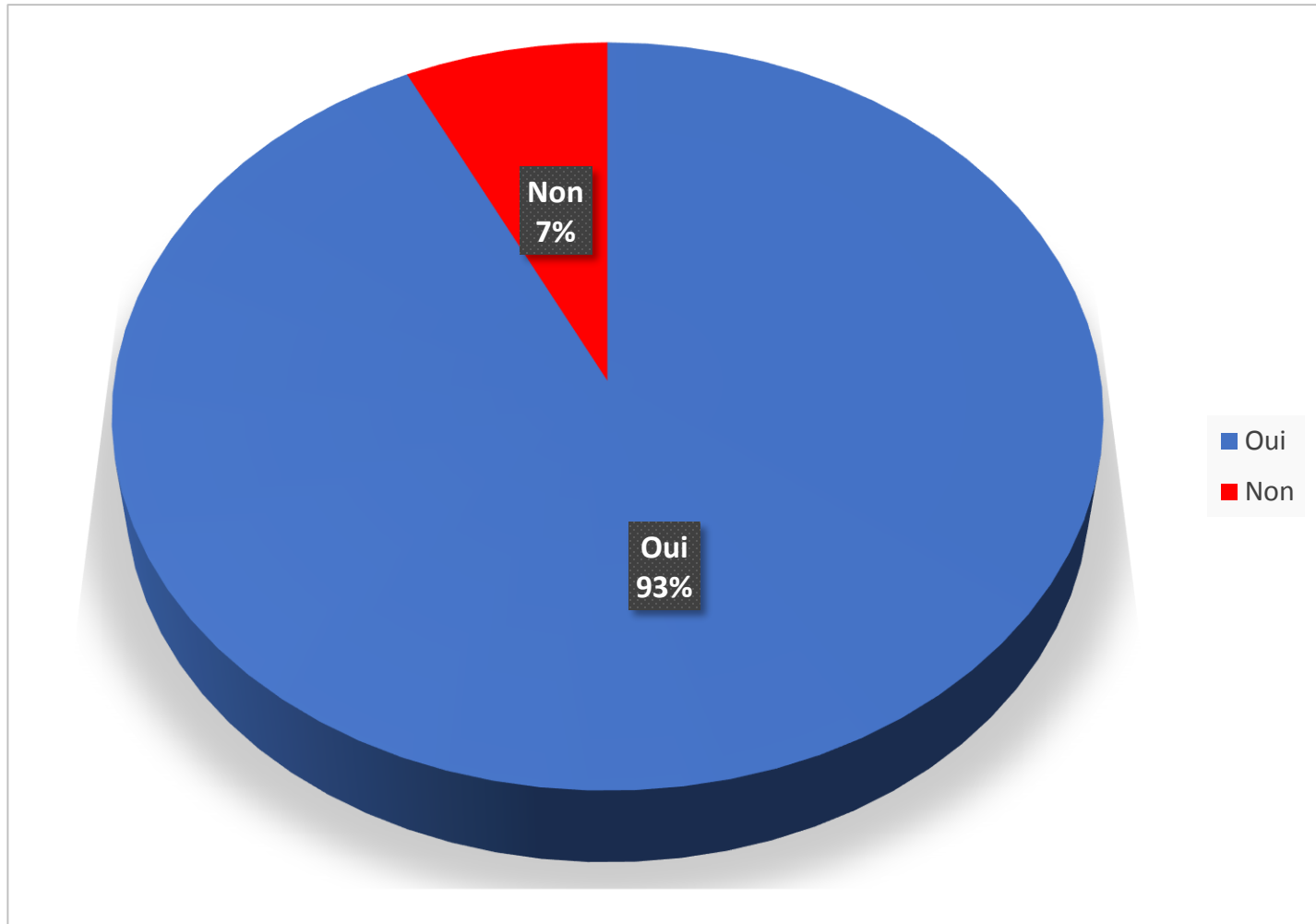
Adhésion à l'UE



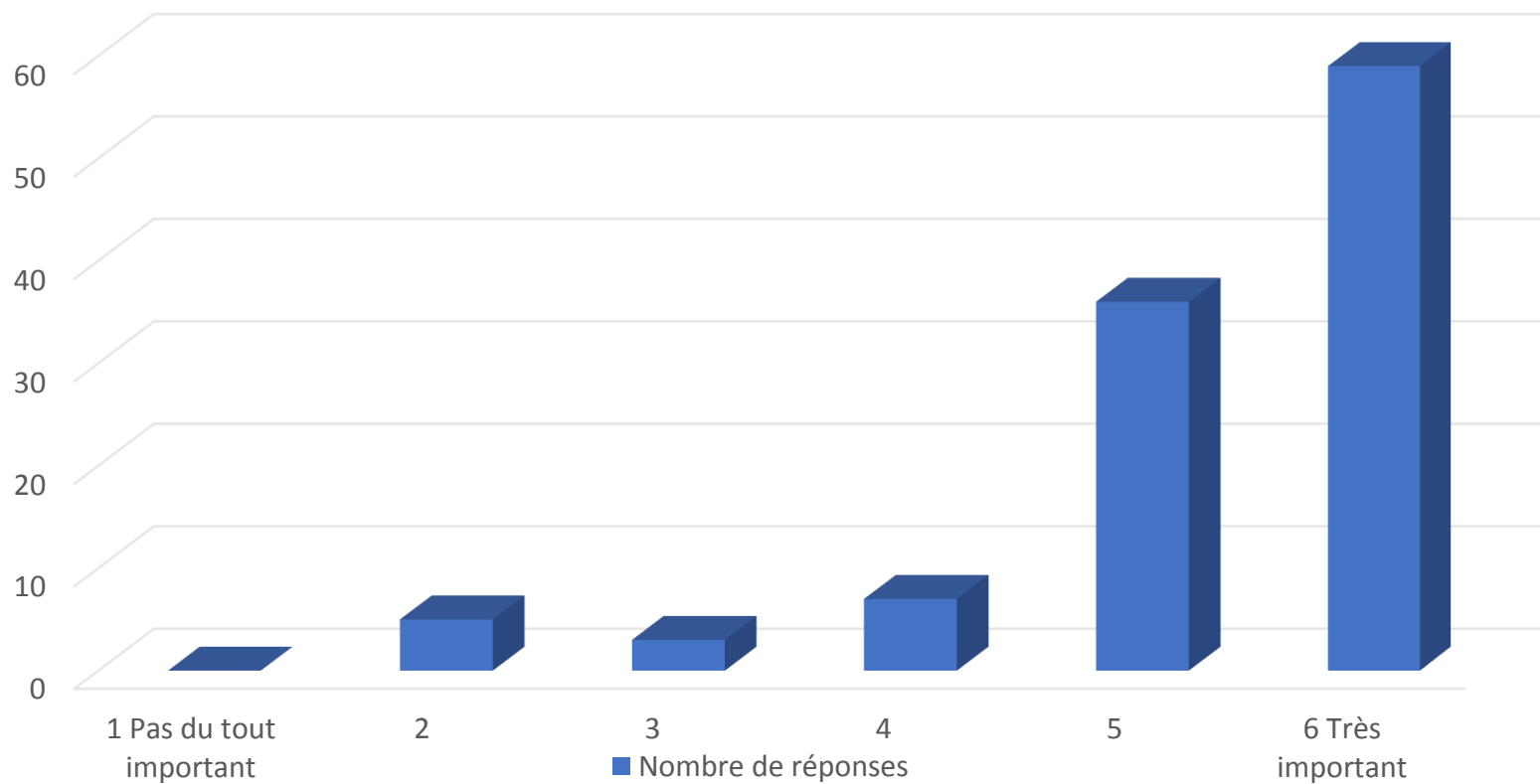
La Suisse peut-elle se passer d'une relation privilégiée avec l'UE



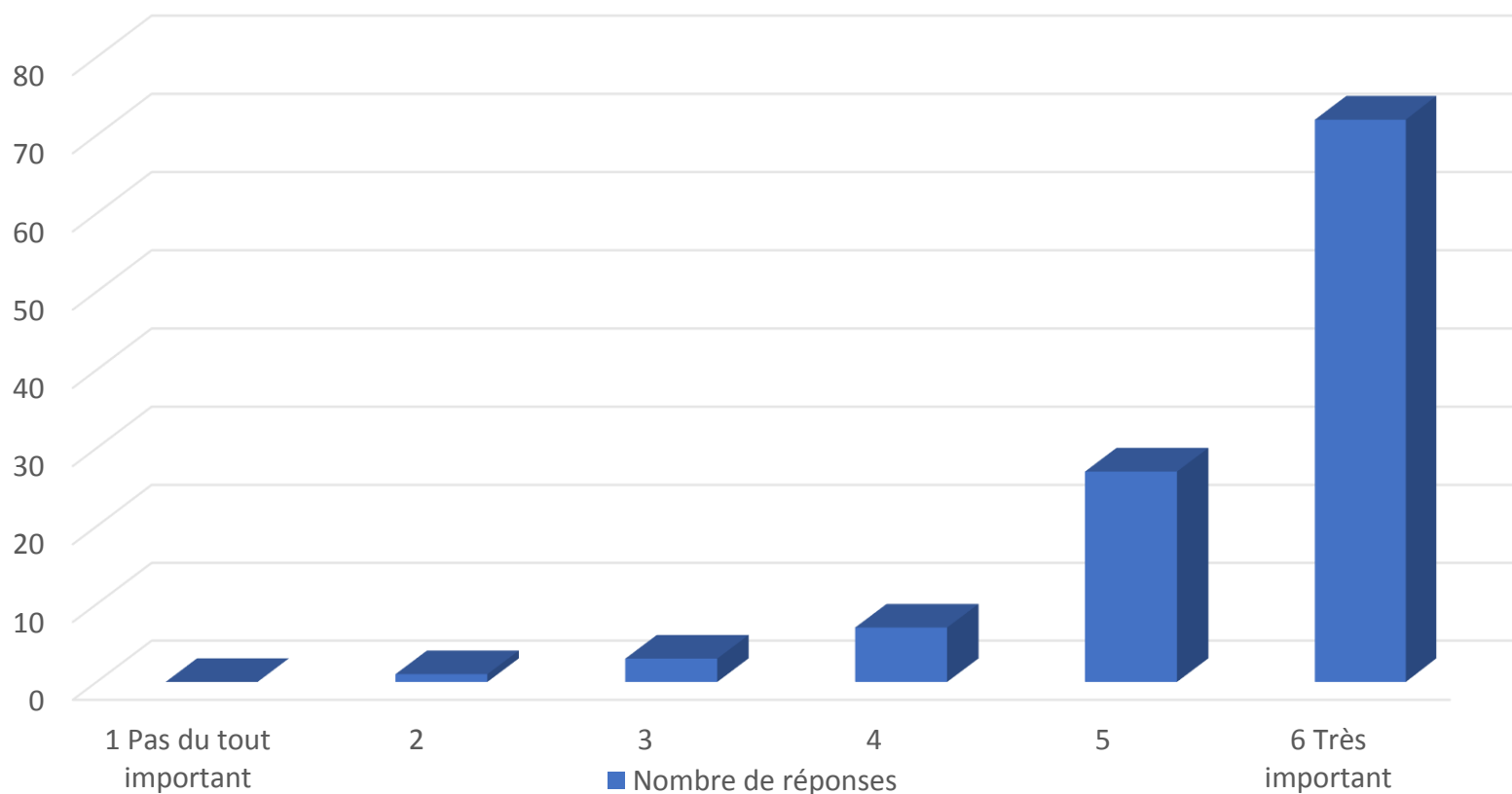
Attachement à la voie bilatérale



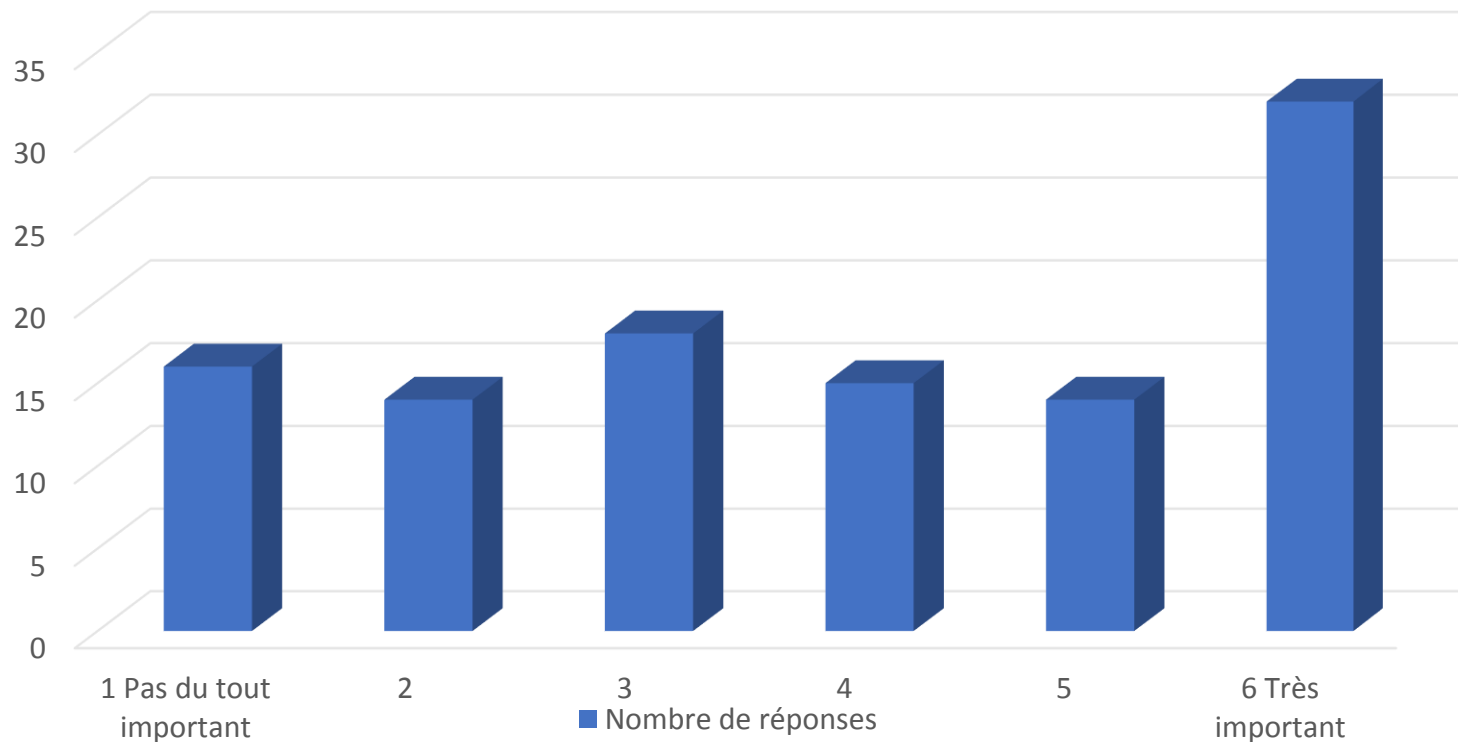
L'importance d'une bonne relation avec l'UE



L'importance pour l'économie suisse de l'accès au marché européen



L'importance de pouvoir accéder au marché européen pour votre entreprise





Les exigences de l'UE

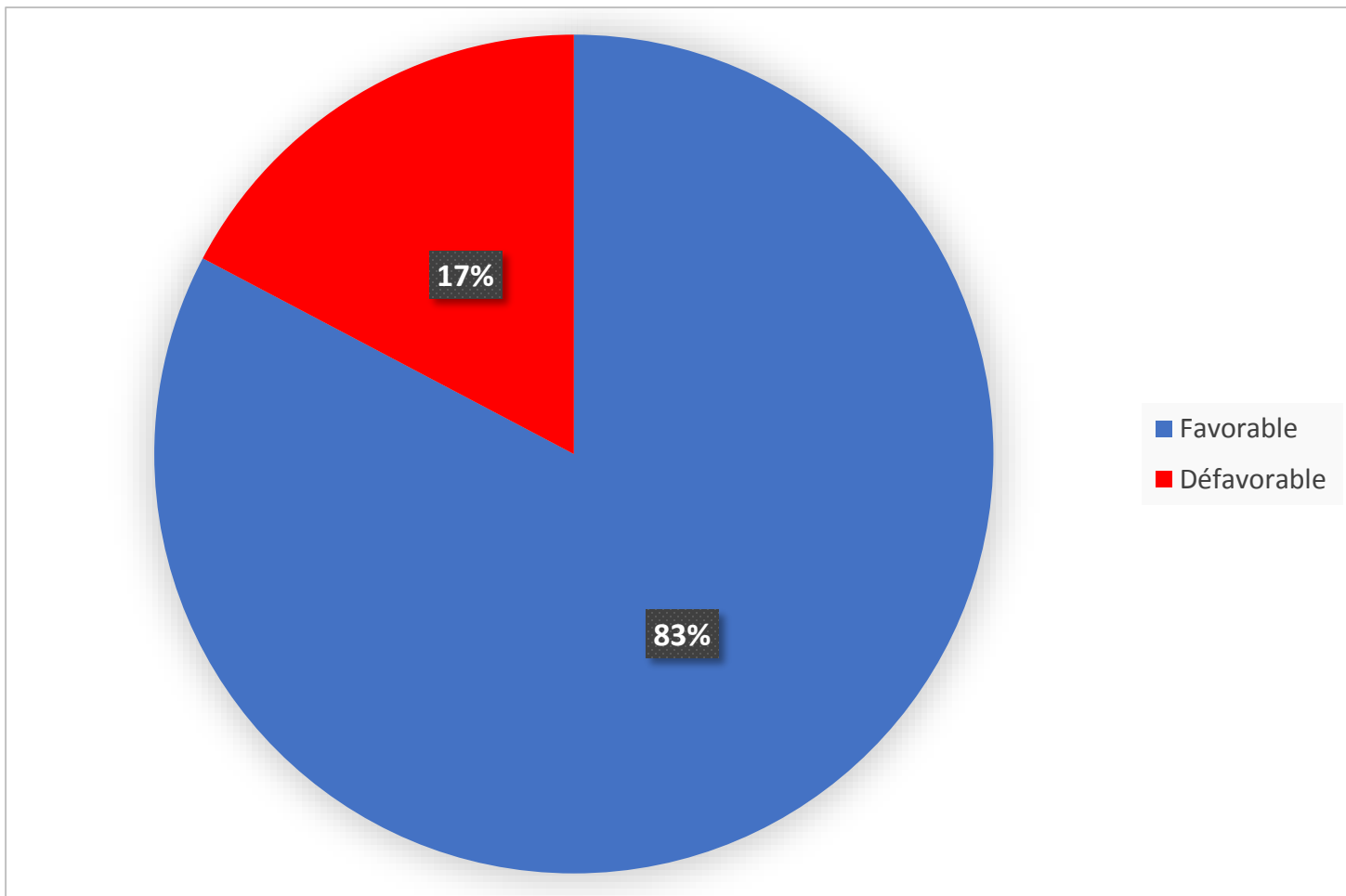
- Un accord-cadre pour chapeauter les relations bilatérales
- “Same market, same rules”
- Une limitation aux 5 accords d'accès au marché



Le règlement des différends

- Si le comité mixte ne trouve pas de solution dans un délai de 3 mois, tribunal arbitral
- Si une partie décide de ne pas mettre en oeuvre la décision arbitrale, mesures de compensation possibles
- La proportionnalité des mesures compensatoires peut aussi être soumise à un tribunal arbitral

Mécanisme du tribunal arbitral

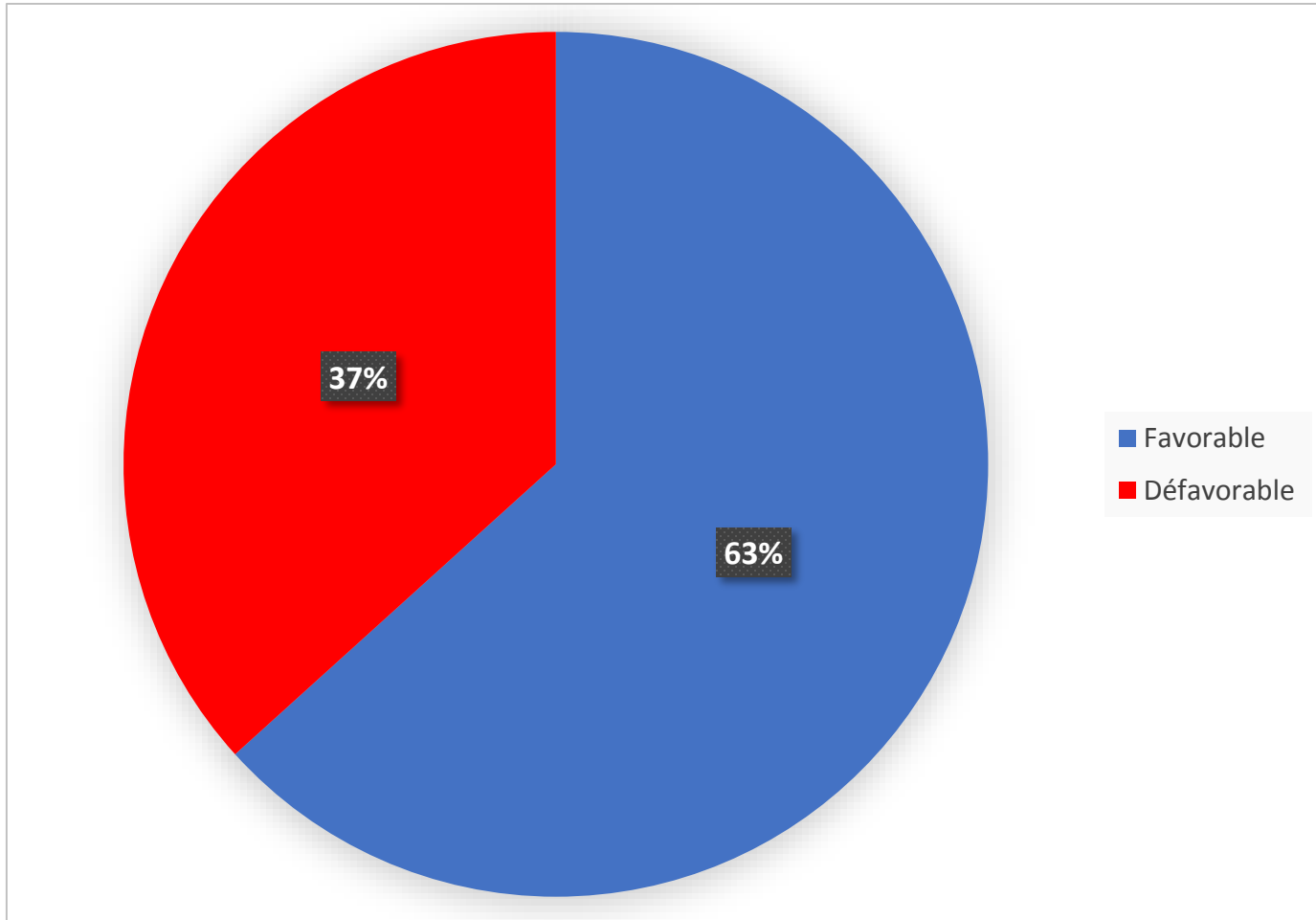




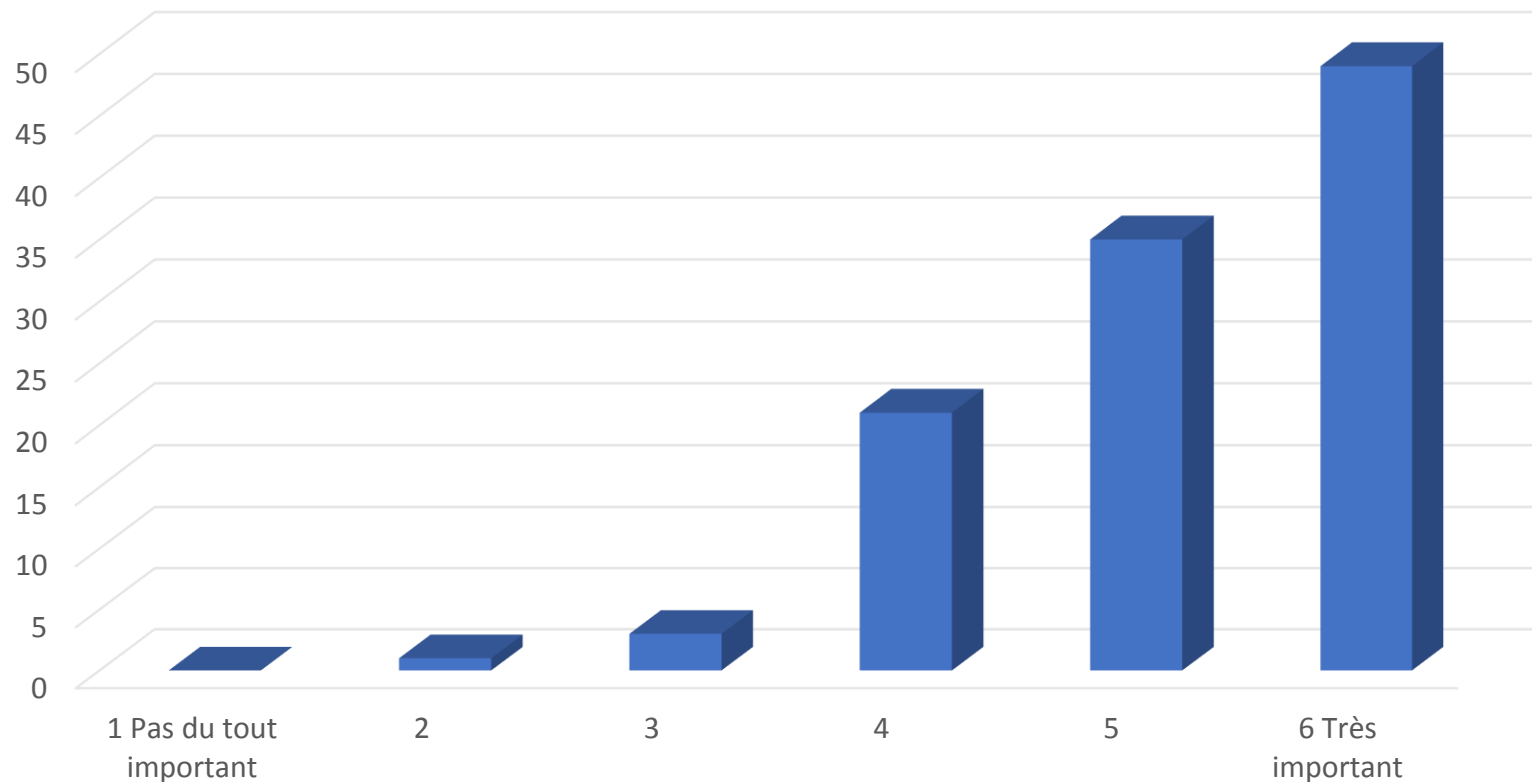
Le développement du droit

- S'il n'y a pas adaptation au droit de l'UE, des obstacles apparaissent qui entravent l'accès des acteurs suisses au marché
- La reprise par la Suisse du droit européen fait l'objet d'une décision propre (avec référendum possible)
- Si la Suisse ne reprend pas un développement du droit européen, la procédure de règlement des différends peut être engagée

Reprise dynamique du droit

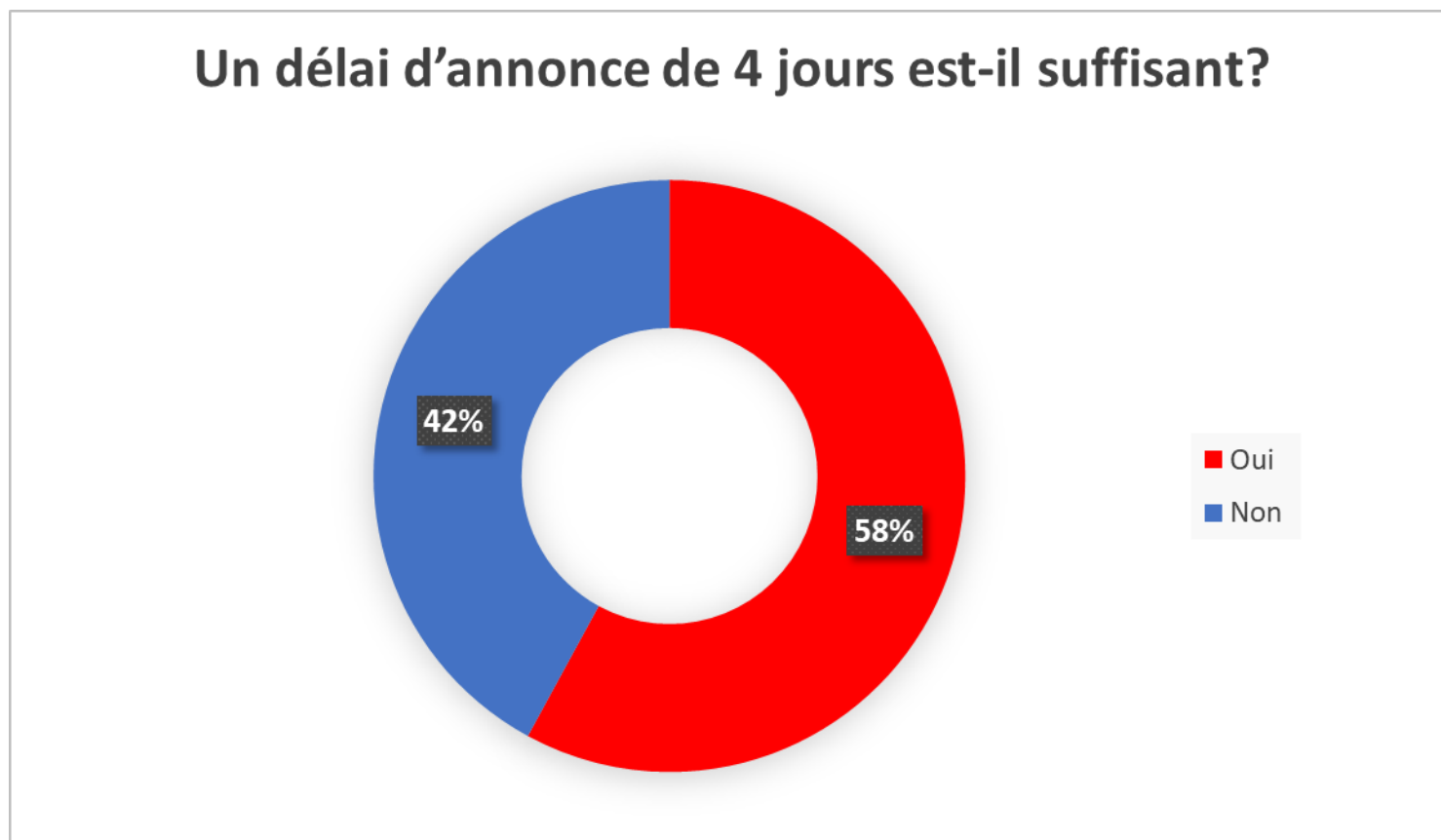


L'importance de la protection des salaires et des conditions de travail



Les mesures relatives au travail détaché (1)

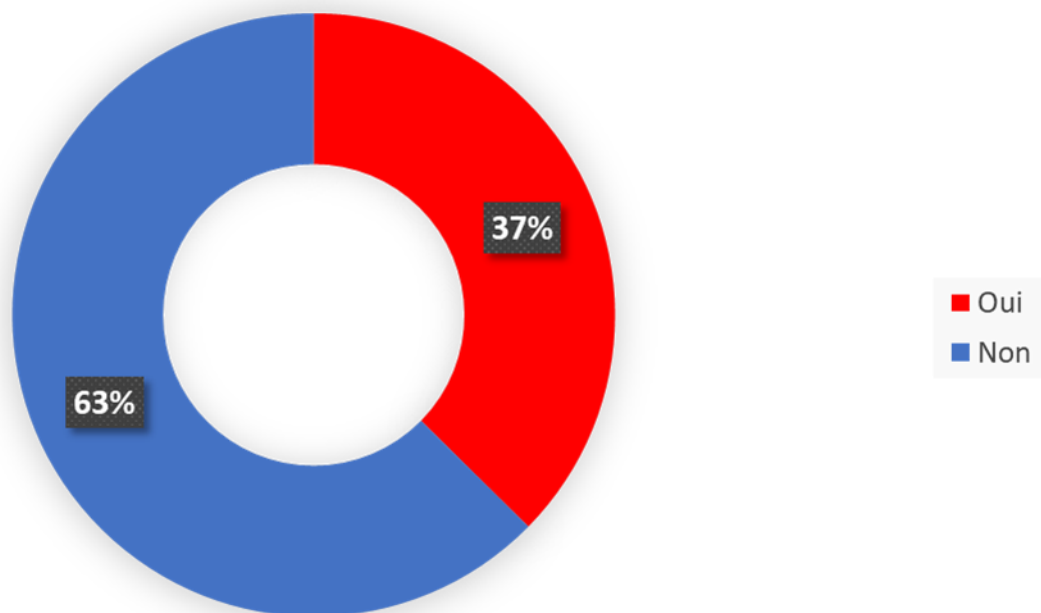
Le délai d'annonce passe de 8 jours calendaires à 4 jours ouvrables



Les mesures relatives au travail détaché (2)

Dépôt d'une caution seulement pour les entreprises n'ayant pas respecté leurs obligations financières

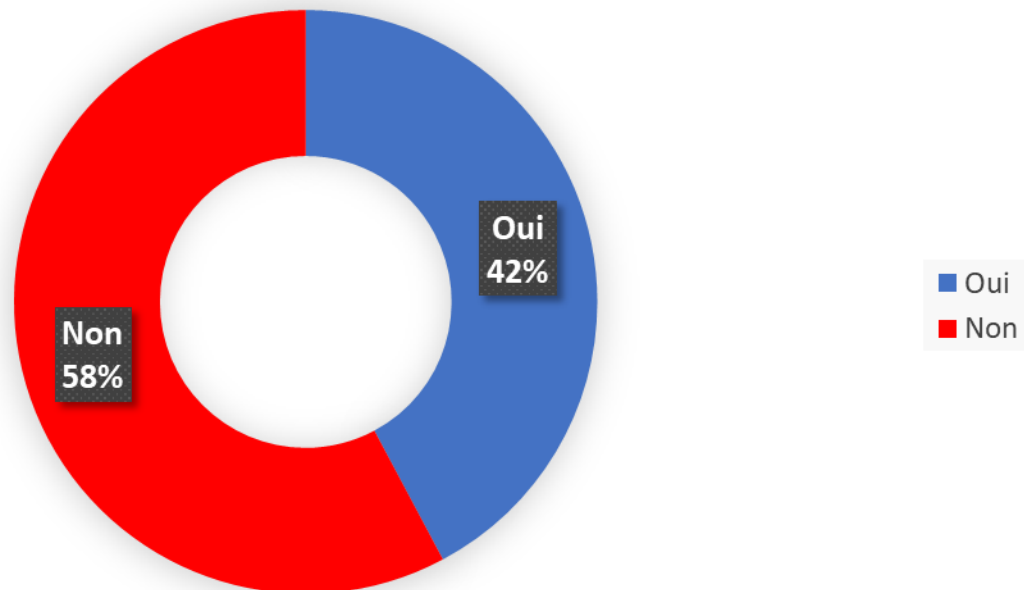
L'abandon de la caution généralisée peut-elle compromettre l'efficacité des sanctions?



Ce que la Suisse n'est pas parvenue à exclure (1)

- La directive sur la citoyenneté
- Risque d'extension des droits à l'aide sociale et à la protection contre l'expulsion

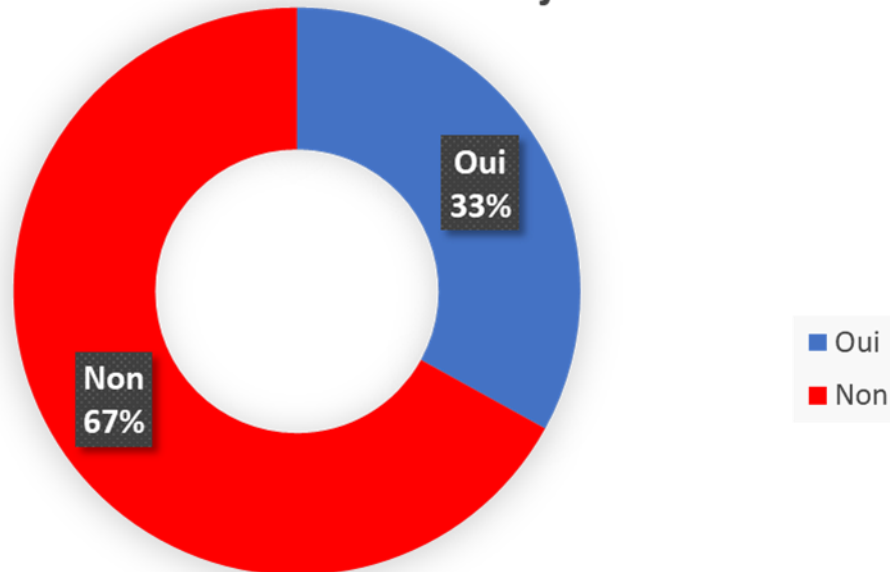
L'éventualité d'un assouplissement des droits à l'aide sociale constitue-t-elle un obstacle majeur?



Ce que la Suisse n'est pas parvenue à exclure (2)

- La coordination des systèmes de sécurité sociale
- La compétence en matière d'indemnisation du chômage pour les frontaliers

L'éventualité d'une modification de la compétence en matière de versement de prestations de chômage aux travailleurs frontaliers constitue-t-elle un obstacle majeur?





Les risques d'un rejet

- Le gel des accords existants
- Pas de nouvel accord d'accès au marché
- De possibles mesures de rétorsion

Votre position à l'égard de l'accord institutionnel

